



**PRÉFET
DU DOUBS**

Liberté
Égalité
Fraternité

REÇU LE

322
29 OCT. 2024

CENTRE HOSPITALIER
DIRECTION
25300 PONTARLIER

dossier n° PC 025 204 24 0 0006

date de dépôt : 7 mai 2024

demandeur : Centre Hospitalier Intercommunal
Haute-Comté, représenté par Madame Alexandra
MECHOUD

pour : Restructuration de l'aile F en UHR avec
extension au sud

adresse terrain : 10 Rue Jules Grévy, à Doubs
(25300)

Préfet du Doubs

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État

Le préfet du Doubs,

Vu la demande de permis de construire présentée le 07 mai 2024 par Centre Hospitalier Intercommunal Haute-Comté, représenté par Madame Alexandra MECHOUD demeurant 2 Faubourg Saint-Etienne, Pontarlier (25300);

Vu l'objet de la demande :

- pour la restructuration de l'aile F en UHR avec extension au sud ;
- sur un terrain situé 10 Rue Jules Grévy, à Doubs (25300) ;
- pour une surface de plancher créée de 388 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les pièces fournies en date du 5 juin 2024;

Vu l'arrêté du ministre de l'Intérieur et des Outre-Mers en date du 14 septembre 2023 nommant Monsieur Benoît FABBRI Directeur Départemental des Territoires du Doubs ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 25-2024-01-29-00039 du 29 janvier 2024 accordant délégation de signature à Monsieur Benoît FABBRI, Directeur Départemental des Territoires du Doubs ;

Vu l'arrêté préfectoral n°25-2024-09-23-00001 du 23 septembre 2024 accordant subdélégation de signature à Monsieur Thierry MOINE, responsable de l'Unité ADS ;

Vu la délibération du Conseil communautaire du Grand Pontarlier en date du 27 juin 2024 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu les dispositions du code de l'urbanisme et notamment les articles R 425.15 et L 152.3 ;

Vu l'article 4 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu l'avis favorable du maire en date du 11 juin 2024 ;

Vu l'avis assorti de prescriptions de l'Unité Interdépartementale 25/70/90 de la DREAL Bourgogne - Franche-Comté en date du 27 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable en date du 18 juillet 2024 assorti de prescriptions de la Sous-Commission Accessibilité ;

Vu l'avis favorable en date du 25 septembre 2024 assorti de prescriptions de la Sous-Commission Sécurité ;

Vu l'avis en date du 5 juillet 2024 de la Direction régionale des Affaires Culturelles indiquant "sans prescription en matière d'archéologie préventive" ;

Vu l'avis favorable en date du 12 août 2024 assorti de remarques de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne Franche-Comté, Direction de la Santé publique, Département Prévention Santé-Environnement, Unité Territoriale du Doubs ;

Considérant que le règlement du document d'urbanisme autorise les adaptations mineures dans ses dispositions générales ;

Considérant que l'article UE2.4 du PLUi relatif à la Qualité Architecturale et Paysagère, Intégration architecturale du Projet, Forme des toitures, stipule que les toitures nouvelles devront respecter une certaine cohérence avec celles des constructions environnantes, en vue de préserver l'harmonie des formes bâties du quartier ; que dans le cas de toitures à pans, ces dernières doivent respecter une pente comprise entre 25° et 45° ;

Considérant que le projet prévoit une extension du bâtiment présentant une pente de toiture d'environ 9° alors que la pente de toiture du bâtiment existant est de 19° ;

Considérant que le fait de reporter la pente de toiture du bâtiment existant en R + 2 sur le projet organisé essentiellement sur un seul niveau serait de nature à entraver considérablement sa qualité architecturale et paysagère

Considérant que la présente adaptation revêt un caractère mineur et est rendue nécessaire par la qualité architecturale et paysagère du bâti existant ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 3.

Article 2

La présente décision vaut adaptation mineure aux dispositions de l'article UE2.4 du règlement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal.


Article 3

Les prescriptions émises par les Sous-commissions de Sécurité et d'Accessibilité sont jointes en annexe et devront être respectées.

Prescriptions de l'Unité interdépartementale 25-70-90 :

L'exploitant veillera à respecter les dispositions qui lui sont applicables, en particulier celles de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 et éventuellement de l'arrêté du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185.

A Besançon, le 28 octobre 2024



Le Préfet,
P. le préfet et par délégation
Le Responsable de l'Unité ADS,
Thierry MOINE

Remarques

Les remarques émises par l'Agence régionale de Santé sont jointes en annexe.

Le terrain est situé à l'intérieur d'un secteur affecté par le bruit de 250 m de largeur de part et d'autre de la voie RN57 classée en catégorie 2 par arrêté préfectoral du 27 juillet 2021. Par conséquent, il appartiendra au maître d'ouvrage de la future construction de déterminer la valeur minimale de l'isolement requis et de s'engager à la respecter conformément au code de la construction et de l'habitation.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



Besançon, le 12 août 2024

Direction de la Santé Publique
Département Prévention Santé-Environnement
Unité Territoriale du Doubs

Affaire suivie par : Aline JOBARD / Jean-François BARTHE
Courriel : aline.jobard@ars.sante.fr
jean-francois.barthe@ars.sante.fr

Téléphone : 06 65 20 33 44 / 07 64 41 24 82
Réf. : 2024_60_JFB

Le Directeur général de l'Agence régionale de santé
Bourgogne-Franche-Comté

à

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du
Doubs
A l'attention de Mme Isabelle Ville
CATU / ADS – Application du Droit des Sols
10 rue de la Paix
BP 305
25304 PONTARLIER CEDEX

Objet : PC 025 204 24 00006 - CHI-HC 10 rue Jules Grévy – 25300 Doubs
Restructuration de l'aile F en UHR avec extension au sud

Par courrier en date du 17 juillet 2024, vous avez sollicité la contribution de l'ARS de Bourgogne-Franche-Comté, concernant le dossier cité en titre à savoir la restructuration de l'aile F en UHR avec extension au sud, au 10 rue Jules Grévy à Doubs, dossier déposé par le Centre Hospitalier Intercommunal Haute-Comté.

Les remarques de l'ARS sont les suivantes :

- **Eau potable et protection de la ressource**

Le projet se situe dans le périmètre de protection de captage d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine et plus exactement dans le périmètre de protection éloignée du captage Doubs n°2 (protégé par l'AP de DUP N° 25-2016-06-27-012 du 27 juin 2016) qui constitue une **zone de vigilance** par rapport à l'impact des travaux sur la ressource en eau.

Une attention particulière et permanente devra être portée en phase travaux comme en phase exploitation pour éviter toute pollution de la nappe.

Les services de l'ARS devront être informés de tout incident susceptible d'avoir un impact sur la qualité de l'eau.

- **Protection du réseau public d'alimentation en EDCH**

Lors de la conception des réseaux d'eaux, afin d'éviter toute pollution du réseau d'eau potable par retour d'eaux, une attention particulière doit être portée sur le respect des normes en vigueur dont celle concernant la protection contre la pollution de l'eau potable dans les réseaux intérieurs et exigences générales des dispositifs de protection contre la pollution par retour (NF EN 1717).

.../...

De plus, l'arrêté du 10 septembre 2021 modifié et l'avis au JO du 18 décembre 2021, relatif à son application, encadrent les dispositifs de protection des réseaux d'adduction et de distribution d'eau potable contre les pollutions par retours d'eau provenant d'autres réseaux d'eaux présents dans les bâtiments (dont les réseaux d'eaux de pluie).

- **Prévention de la légionellose**

La légionellose est une infection provoquée par des bactéries du genre *Legionella*. Cette bactérie, d'origine hydrique, prolifère dans les eaux aux températures de l'ordre de 25 à 45°C. La contamination de l'homme se fait par voie aérienne, par inhalation de l'eau contaminée sous forme d'aérosols (vapeur, douche, douchette, bain à remous).

La conception des installations devra être en mesure de répondre aux exigences de l'arrêté du 30 novembre 2005, et de sa circulaire d'application du 3 avril 2007.

L'arrêté du 1^{er} février 2010 modifié définit les points techniques et points d'usage à surveiller ainsi que la fréquence minimale de surveillance, en fonction des types d'ERP (établissements de santé d'une part et les autres ERP d'autre part).

Pour concilier prévention du développement des Légionelles dans les réseaux et prévention des risques de brûlures, l'établissement devra prévoir la pose d'équipements tels que robinetterie avec butée mécanique réglable à 50°C, ou robinetterie thermostatique avec blocage des températures.

- **Utilisation des eaux de pluie pour des usages domestiques**

Le projet n'indique pas l'installation de collecte d'eaux de pluie.

En cas de valorisation des eaux de pluie collectées en aval de toitures inaccessibles créées, les conditions précisées dans le nouvel arrêté du 12 juillet 2024 relatif aux conditions sanitaires d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques (récupération des eaux de pluie et leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments) devront être respectées. Cet arrêté sera applicable dès le 1^{er} septembre 2024.

Cependant, l'usage d'eaux de pluie à l'intérieur d'un établissement de santé est restreint. Certains usages ne pourront se faire qu'après déclaration ou autorisation préfectorale.

- **Pollens**

Les espaces libres situés aux abords de la nouvelle construction seront plantés. Une attention particulière doit être apportée à la végétalisation de ces espaces verts en évitant de planter des essences susceptibles de déclencher ou d'amplifier des allergies respiratoires. En particulier, les espèces suivantes doivent, dans la mesure du possible, être écartées : cyprès (*Cupressus sempervirens* et *arizonica*), bouleaux (*Betula*), aulnes (*Alnus*), chênes (*Quercus*), frênes (*Fraxinus*), platanes (*Platanus*), prêles.

Plus particulièrement en zone urbaine, les aménagements paysagers doivent privilégier une diversification des plantations afin de diminuer la concentration de pollens d'une même espèce dans l'air.

- **Lutte anti-vectorielle (LAV)**

Le bâti est un enjeu crucial dans la lutte contre l'implantation du « moustique tigre » (*Aedes albopictus*) sur nos territoires sachant que le département du Doubs est classé comme département colonisé depuis l'été 2020 et que la commune de Pontarlier est déclarée colonisée depuis 2021.

Les gîtes de reproduction d'*Aedes albopictus* sont de très petites dimensions, principalement en milieu urbain ou périurbain, rarement en milieux naturels humides ouverts. Ce sont par exemple :

- Seaux, vases, soucoupes,
- Fûts et citernes,
- Écoulements de gouttières,
- Pneus et bâches,
- Tout petit réceptacle d'eaux pluviales à découvert, etc.

Il convient d'éliminer ou, à défaut, de couvrir hermétiquement (ex : moustiquaire métallique de maille inférieure à la maille millimétrique) **tous ces gîtes potentiels.**

Au niveau des bâtiments, afin d'éviter la production de gîtes de reproduction de ces moustiques, il convient de respecter les règles suivantes :

- Les toits (toitures et toitures terrasses accessibles ou non) ne doivent pas avoir de creux ou de bosses et doivent être en pente,
- Les chéneaux et gouttières ont une pente régulière et suffisante pour l'écoulement ; ils doivent être régulièrement nettoyés,
- L'eau ne doit pas stagner dans les regards, dans les poteaux creux, sur des plots de terrasses mal conçus, etc.

Pour rappel, un diagnostic sur la gestion du risque d'exposition au moustique tigre au sein du CHI de Haute Comté, site « Les Rives du Doubs », a été réalisé le 1^{er} décembre 2022, à la suite duquel un plan d'actions a été établi par l'établissement. Ce plan d'actions peut être adapté au site « EHPAD du Larmont ».

- **Sites et sols pollués**

Les services de l'ARS n'ont pas eu connaissance de sites ou sols pollués sur l'emprise du projet.

Ainsi, l'usage actuel de la parcelle semble être compatible avec celui visé, sauf si une pollution est découverte lors des travaux. Dans ce cas, l'ARS demande à en être informée.

- **Radon**

Concernant la commune de Doubs, si l'intégralité du territoire est cartographiée en zone 1, c'est-à-dire en zone radon à potentiel faible, la commune présente un risque radon hétérogène.

Rappelons que le radon est un gaz naturel radioactif susceptible de s'accumuler dans les espaces clos mal ventilés ou mal isolés vis-à-vis du sous-sol. Ce gaz et ses descendants solides sont reconnus comme cancérogènes certains du poumon (CIRC 1987).

Les effets sont proportionnels à la concentration et à la durée d'exposition. Il conviendra donc de prendre en compte lors de ce projet, la présence possible de radon qui représente un réel enjeu sanitaire.

Ainsi, des dispositions constructives (bonnes pratiques de construction/rénovation, ventilation d'un bâtiment...) visant à diminuer sa présence éventuelle, doivent être pris en compte, tout en garantissant un bon confort thermique aussi bien en été qu'en hiver.

- **Qualité de l'air intérieur (QAI)**

La maîtrise d'une bonne qualité de l'air intérieur (QAI), en particulier dans les bâtiments accueillant des personnes sensibles, constitue un enjeu important de prévention en santé publique

Les structures sociales et médico-sociales et les structures de soins de longue durée rattachées aux établissements de santé seront soumis à la réglementation concernant le dispositif de surveillance réglementaire révisé **dès le 1^{er} janvier 2025** : évaluation annuelle des moyens d'aération, autodiagnostic de la QAI, campagnes de mesures des polluants réglementés, plan d'actions associé.

Le projet susvisé devra intégrer cette réglementation à venir et satisfaire à ses conditions.

- **Limitation du bruit**

Les dispositions de l'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements de santé doivent être mises en œuvre.

- **Lutte contre l'ambroisie**

La présence d'ambroisie a été constatée sur la commune voisine de PONTARLIER.

L'ambroisie présente un enjeu de santé publique certain : l'exposition conjointe à la pollution atmosphérique et aux pollens présents dans l'air peut entraîner une exacerbation des effets sur la santé.

L'arrêté préfectoral du 9 mai 2019 relatif aux modalités de mise en œuvre du plan de lutte contre l'ambroisie dans le département du Doubs fixe une obligation de prévention et de destruction des plants d'ambroisie, qui s'impose à tous : public, privé, gestionnaires d'infrastructures, milieu agricole.

En particulier, tout maître d'ouvrage et tout maître d'œuvre doit veiller à prévenir la dissémination des semences lors des travaux.

Le maître d'ouvrage doit s'assurer que les terres et granulats importés ou exportés sont exempts de graines d'ambroisie. Il est tenu à une obligation de moyen pour la prévention de la dissémination et à une obligation de résultat si sa présence est avérée. Cela implique également de ne pas laisser les terrains nus ou en friche afin de réduire les risques d'implantation et d'infestation des parcelles par l'ambroisie, et de limiter ainsi les émissions de pollen.

- **DASRI**

Selon l'arrêté du 7 septembre 1999 modifié relatif aux modalités d'entreposage des DASRI et des pièces anatomiques, le pétitionnaire devra avoir prévu une zone intérieure de stockage ou un local dédié, conforme à la réglementation, selon l'évaluation de la masse de DASRI produits.

En conclusion, au regard des éléments transmis et sous réserve de la prise en compte de ces remarques, le service santé-environnement de l'ARS émet un **avis favorable** à la mise en œuvre de ce projet en termes de construction et/ou d'aménagement.

Toutefois, cet avis ne concerne que le projet de création des locaux et aménagements pour une extension et réhabilitation d'un établissement de santé tel que prévu dans le dossier de demande de permis de construire.

Cet avis ne se substitue, en aucun cas, aux autorisations accordées par l'ARS concernant l'exercice des différentes activités professionnelles et de soins.

P/ Le directeur général,
La responsable adjointe de l'unité
territoriale santé-environnement du Doubs,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'N' followed by a horizontal line and a vertical stroke.

Nicole APPERRY



**PRÉFET
DU DOUBS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture du Doubs
Sous-Préfecture de Pontarlier
Bureau de la Réglementation et de la Cohésion Sociale**

REÇU LE

2 JUIL. 2024

MAIRIE DE DOUBS

PROCES-VERBAL

**COMMISSION ACCESSIBILITÉ
DE L'ARRONDISSEMENT DE PONTARLIER**

---=oOo=---

18 juillet 2024

- numéro de l'ordre du jour : **07**
- commune : **DOUBS**
- objet de l'examen : **étude de dossier d'autorisation de travaux liée au permis de construire**

ETABLISSEMENT :

- nom ou raison sociale : **EHPAD DU LARMONT**
- adresse : **10 rue Jules GREVY**
- activité principale : **Hébergement personnes âgées**

CLASSEMENT :

- type : **U**
- catégorie : **3ème**

LE RAPPORTEUR PROPOSE A LA COMMISSION :

- d'émettre **UN AVIS FAVORABLE** à la délivrance de l'autorisation de travaux liée au permis de construire ;
- de demander que soient exécutées lors de la réalisation du projet les prescriptions d'accessibilité émises dans le rapport du 18 juillet 2024 ;
- de demander qu'à l'issue des travaux, le maître d'ouvrage transmette à la mairie une attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables (article L.122-10 du CCH).

AVIS DE LA COMMISSION D'ACCESSIBILITE :

la commission d'accessibilité des personnes handicapées émet, à l'unanimité, **UN AVIS FAVORABLE** à la délivrance de l'autorisation de travaux liée au permis de construire.

La Présidente



Fanny DEBOIS

AFFAIRE N° 07

- membres permanents de la C.A.A. de Pontarlier
- Monsieur le Maire de Doubs
- l'original est conservé au secrétariat de la sous-préfecture de Pontarlier



**PREFET
DU DOUBS**

Liberté
Égalité
Fraternité

RECUE

21 JUIL 2024

MAIRIE DE DOUBS

**Direction départementale
des territoires du Doubs**

Service habitat, construction, ville
Unité bâtiments, énergie et accessibilité

**Rapport à la sous-commission d'accessibilité de
PONTARLIER**
En date du 18 Juillet 2024

I- DOSSIER

Affaire	N° 07
Commune	25 300 DOUBS
Adresse	10 rue Jules Grevy
Objet	AT 025 204 24O0005/ PC 025 204 24O0006
Date de dépôt en mairie	07/05/24
Nom et coordonnées du demandeur	CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL HAUTE COMTE MME MECHOUD ALEXANDRA 2 FAUBOURG SAINT ÉTIENNE 25300 PONTARLIER
Nom de l'Établissement	EHPAD DU LARMONT
Nom et coordonnées du maître d'œuvre	AD+ARCHITECTES DESIGNER ASSOCIES 21 AVE- NUE DE THUREL 39 000 LONS LE SAUNIER
Nature du projet	EXTENSION, TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT
Type – Catégorie	U,3
Consultation du service accessibilité	24/06/24

II-TEXTES DE RÉFÉRENCE

- Articles L.122-5 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation – articles R.122-5 et suivants du code de la construction et de l'habitation
- Loi n° 91-663 du 13 juillet 1991
- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006
- Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007
- Arrêté du 08 décembre 2014
- Arrêté du 20 avril 2017

Direction départementale des territoires du Doubs
5 voie Gisèle Halimi – BP 91169 - 25003 BESANÇON Cedex
Tél : 03 39 59 55 00 – mèl : ddt@doubs.gouv.fr – Site internet : www.doubs.gouv.fr

III – PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet pour lequel la commission accessibilité ici-présente devra se prononcer concerne la restructuration de l'aile F en UHR (unités d'hébergement renforcé) avec extension au sud de l'EHPAD de Larmont.

L'effectif attendu est de 398 personnes pour le public et 103 pour le personnel.

le projet comprend :

- **Cheminements extérieurs/stationnement :**

Les cheminements extérieurs d'accès à l'établissement sont existants et conservés. Le jardin thérapeutique de l'UHR comporte des cheminements de largeur minimale de 140 cm avec possibilité de faire demi-tour. Le sol est non meuble non glissant.

Pour le stationnement cinq places PMR sont présentes avec marquage au sol et signalisation verticale dont deux à proximité de l'entrée principale de l'établissement.

- **Accès aux bâtiments /Accueil du public :**

L'accès à l'établissement et l'accueil du public sont existants et conservés non concerné par le projet.

- **Circulation intérieure horizontale:**

Les circulations intérieures auront toutes une largeur minimale de 1,40 m dans la nouvelle extension. Des espaces de retournement de diamètre 1,50 m seront présents au bout des couloirs et aux intersections. L'éclairage sera de 100 lux.

- **Revêtements de sols, murs et plafonds :**

Revêtements de sol souples et carrelage d'indice d'efficacité aux bruits de choc supérieur ou égal à 19db. Faux plafond acoustique en dalles de fibres minérales, cloisons en plaque de plâtre peint.

- **Portes, Portiques et sas :**

Chaque local accessible au public comporte des espaces de manœuvres devant les portes de largeur de passage 90 cm minimum. Les portes vitrées et les châssis attenants fixes sont repérables à l'aide de bandes de visualisation situées à 110 cm et 160 cm du sol.

L'extrémité de la poignée se situe à 40 cm minimum d'un angle rentrant, la largeur du vantail courant est de 90 cm pour les portes à deux vantaux. L'effort pour manœuvrer les portes est inférieur à 50N.

- **Locaux ouverts au public, équipement et dispositifs de commande :**

Tous les équipements et accessoires sont installés entre 90 cm et 130 cm du sol et à plus de 40 cm d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle.

- **Sanitaires :**

L'établissement dispose de plusieurs sanitaires PMR pour les résidents avec les caractéristiques suivantes :

- accès au sanitaire s'effectuant par une porte battante de largeur 0,93 m en tirant ou en poussant avec espace de manœuvre de giration 1.5 m à l'intérieur,
- lavabo hauteur maximum 0,85 m avec vide en partie basse 0,70 x 0,60 x 0,30 m,
- WC avec cuvette située à une hauteur de 0,50 m,
- barre de relevage sur la paroi au droit de la cuvette située à une hauteur de 75 cm,
- espace d'usage de 1,30 m x 0,80 m situé latéralement à la cuvette, en dehors de l'aire de débatement de la porte et en face du lave-mains,
- distributeurs de savon et le sèche-main facilement accessibles et placés judicieusement (40 cm d'un retour de mur, hauteur adaptées entre 90 cm et 130 cm...)
- dispositif permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré

- **Sorties :**

Chaque sortie est repérable de tout point où le public est admis, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une signalisation adaptée.

La signalisation indiquant la sortie ne présente aucun risque de confusion avec le repérage des issues de secours.

- **Éclairage :**

- 20 lux pour les cheminements extérieurs,
- 100 lux pour les circulations intérieures horizontales,
- 200 lux au droit de l'accueil,

- **Établissement comportant des locaux d'hébergement :**

Les chambres comportent en dehors du débatement de porte et de l'emprise du lit (90 x 190), un espace de manœuvre avec possibilité de faire demi-tour, un passage de 90 cm sur les deux grands cotés du lit et un passage de 120 cm au pied du lit.

La salle d'eau intégrée comporte :

- une douche sans ressaut avec barre d'appui, un équipement permettant de s'asseoir (chaise douche), d'un espace d'usage de 80 x 130 situé latéralement à ce dernier,
- un lavabo, présentant un vide d'au moins 30 cm de profondeur, 60 cm de largeur et 70 cm de hauteur,
- un espace de manœuvre avec possibilité de faire demi-tour en dehors du débatement de porte et des équipements fixes,
- un cabinet d'aisance situé à 50 cm à l'axe du mur, avec une hauteur d'assise comprise entre 45 cm et 50 cm du sol abattant inclus.

Les numéros des chambres sont en relief.

IV-PRESCRIPTIONS D'ACCESSIBILITÉ À RESPECTER

"La liste des prescriptions édictées ci-après n'est pas exhaustive, elle ne dispense pas le propriétaire, l'exploitant ou l'utilisateur de l'établissement du respect de l'ensemble des dispositions réglementaires applicables, définies par les textes de référence précités".

La notice accessibilité incluse dans le dossier de demande d'autorisation de travaux décrit les dispositions prises pour l'accessibilité des personnes handicapées. Ces dispositions sont conformes à la réglementation en vigueur et doivent être respectées lors de l'exécution des travaux.

- Conformément à l'article R.164-6 du code de la construction et de l'habitation, un registre accessibilité doit être mis à disposition du public à l'accueil de l'établissement. Le contenu de ce registre est fixé par un arrêté en date du 19/04/2017. Un guide d'aide à la constitution de ce registre est téléchargeable sur le site du ministère de la Transition écologique :

<https://www.ecologie.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp>

- Le seuil doit être arrondi ou chanfreiné.
- La douche adaptée doit comporter un siphon de sol;
- Les autres dispositions architecturales ou aménagements propres à assurer l'accessibilité devront être conformes à la réglementation en vigueur. Elles intègrent la prise en compte des différents handicaps (notamment physique, sensoriel, mental, psychique et cognitif).

V-AVIS DU RAPPORTEUR

Le rapporteur propose à la commission :

- d'émettre un avis **favorable** à la délivrance de l'autorisation de travaux liée au permis de construire,
- de demander que soient exécutées lors de la réalisation du projet les prescriptions d'accessibilité émises dans le présent rapport,
- de demander qu'à l'issue des travaux, le maître d'ouvrage transmette à la mairie une attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables (article L.122-10 du CCH)

PONTARLIER, le 18 Juillet 2024

Le rapporteur



Anas BOUAYAD

Besançon, le **25 SEP. 2024**

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DU DOUBS

SERVICE PREVENTION
Secrétaire : Sophie BOICHUT
Secrétariat : Tél. 03.81.85.36.81
✉ sophie.boichut@sdis25.fr

PROCES-VERBAL

SOUS-COMMISSION ERP/IGH DU DOUBS

---oOo---

Réunion du 19 septembre 2024
Sous-préfecture de Pontarlier

- Numéro de l'ordre de jour : **1**
- Commune : **Doubs**
- Objet de l'examen : **Permis de construire – PC 025 204 24 00006**

ETABLISSEMENT

- N° d'identification ERP : **E204.00053**
- Nom ou Raison Sociale : **EHPAD DU LARMONT**
- Adresse : **10 RUE JULES GREVY**
- Activité Principale :

CLASSEMENT

- Type : **U** Catégorie : **3°**
- Effectif du public admissible : **Voir rapport PC/24/70B**

AVIS DE LA SOUS-COMMISSION ERP/IGH

La Sous-Commission ERP/IGH :

1. Emet un *avis favorable* à la délivrance du permis de construire et à la demande de dérogation.
2. Demande que soient exécutées les prescriptions de sécurité mentionnées dans le rapport PC/24/70B.
3. Demande que le Maire soit prévenu dès l'achèvement des travaux afin qu'une visite de réception soit effectuée par la Commission de sécurité en vue de la délivrance de l'autorisation d'ouverture.

Cette visite ne pourra être effectuée qu'en possession des documents visés aux articles 46 et 47 du décret n° 95-260 du 8 mars 1995 et devra être demandée par le Maire, au moins un mois avant la date d'ouverture envisagée

4. Demande que le Maire notifie sa décision au demandeur selon les formes prévues aux articles L122-3 et R122-20 du Code de la Construction et de l'Habitation.

NOTA BENE : Tout changement d'activité et tout projet d'extension impliquant une augmentation d'effectif peuvent entraîner un nouveau classement de l'établissement et faire l'objet d'une demande d'autorisation.

Lors de l'étude du dossier, les éléments suivants ont été signifiés :

Le président,
Sous-Préfet de Pontarlier,


Nicolas ONIMUS

AFFAIRE N°1 : Doubs - EHPAD DU LARMONT

- Membres permanents de la sous-commission ERP/IGH
- Monsieur le Maire de Doubs.....1 ex
- Direction Interdépartementale de la Police Nationale.....1 ex
- Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, de la Solidarité et de la Protection des Populations
- Service Emploi - Solidarité.....1 ex

L'original est conservé au secrétariat du service prévention de la D.D.S.I.S.



BESANCON, le 14 juillet 2024

PREVENTION

REF. : ERP/PC/24/70B

RAPPORT A LA SOUS COMMISSION ERP- IGH DU DOUBS
Examen de projet relatif à un établissement recevant du public
(Articles L 111-8 et R 111-19-25 du Code de la Construction et de l'Habitation)

AFFAIRE

- Commune : DOUBS
- Adresse : 10 rue Jules Grévy
- Objet : Etude de dossier d'autorisation de travaux
- Demandeur : Mme Alexandra MECHOUD

Réf. : PC 025 204 24 00006

ETABLISSEMENT

- N° d'identification : E204.00053
- Nom ou Raison Sociale : « E.H.P.A.D. DU LARMONT »
- Activité Principale : Hébergement avec soins de personnes âgées
- Activité(s) Secondaire(s) :

N° de tél. : 03.81.38.68.00

PROPRIETAIRE

- Nom ou Raison Sociale : Centre Hospitalier Intercommunal de Haute-Comté
- Adresse : 2 Faubourg Saint Etienne – 25304 PONTARLIER CEDEX
- N° de Tél : 03.81.38.54.54

**DIRECTEUR UNIQUE
DU GROUPEMENT**

- Nom :
- Adresse :

N° de tél. :

EXPLOITANT

- Nom :
- Adresse :

N° de tél. :

Examen de projet effectué au titre de la Sous-Commission ERP-IGH du DOUBS

Rapporteur : Lieutenant Damien MARION - Service prévention de la D.D.S.I.S. du Doubs

AVIS TECHNIQUE

I. RENSEIGNEMENTS PREALABLES

La présente étude concerne le projet de restructuration et d'extension de l'aile F pour créer une Unité d'Hébergement Renforcée (UHR). Cette nouvelle construction à R+1 partiel sur RDC viendra s'implanter sur la façade Sud de l'aile F. Une terrasse permettra d'accueillir les résidents pour la réalisation d'activités extérieures. Cette extension n'augmente pas la capacité d'accueil de résidents présents dans l'établissement.

Les travaux seront réalisés en 2 phases, un plan d'évacuation est annexé au dossier et se décrit comme suit :

•Phase 1 :

L'extension et la restructuration de l'aile F sont réalisées en même temps. Les résidents du rez-de-chaussée sont déplacés pendant cette phase dans une autre unité. Par conséquent, seuls les résidents des niveaux supérieurs sont susceptibles d'être évacués. Pour ce faire, l'exploitant installera un escalier de secours provisoire au niveau du palier Intermédiaire de l'escalier de secours existant. Une zone de regroupement sera réalisée au pied de l'escalier donnant sur le jardin Ouest par l'intermédiaire d'une clôture provisoire avec un portillon doté d'une barre anti panique.

•Phase 2 :

Les résidents réintègrent les chambres du rez-de-chaussée et les travaux continuent dans l'extension. Afin d'évacuer les résidents durant cette phase, une ouverture sera créée dans la chambre 7 (Inoccupée pendant cette phase) en cassant l'allège de la fenêtre qui donne sur le jardin Est.

En amont et pendant les phases de travaux, le responsable du service de sécurité de l'établissement se chargera de former à la manœuvre des moyens de secours ainsi qu'à l'évacuation horizontale des résidents, l'ensemble du personnel qui sera amenée à exercer dans cette extension.

I.1. Historique

2022 – Visite de contrôle périodique effectuée le 02/09/2022 (ERP/VP/22/77P). *Avis favorable* de la CSA du 20/10/2022.

2021 – Etude d'autorisation de travaux n° 025 204 20 00013 effectuée le 19/12/2020 (ERP/AT/21/02P). *Avis favorable* de la CSA du 14/01/2021.

2019 – Visite de contrôle périodique effectuée le 20/08/2019 (ERP/VP/19/60P). *Avis favorable* de la CSA du 19/09/2019.

2017 – Etude de dossier d'autorisation de travaux n° 025 204 17 00002 (ERP/AT/17/34P). *Avis favorable* de la CSA du 22/06/2017

I.2. Descriptif de l'établissement

Le bâtiment principal, isolé des tiers, comprend des parties d'hébergement de deux étages sur rez-de-chaussée (bâtiments est et ouest dotés de 3 ailes), séparées en partie centrale par la partie administration. Il accueille 262 résidents dont 10 en accueil de jour.

Sur le site, deux bâtiments « énergie et logistique », isolés du bâtiment principal, abritent la chaufferie, le groupe électrogène, le transformateur ainsi que les véhicules, mobiliers et gaz médicaux.

Cet établissement qui accueille des personnes âgées dépendantes dispose de locaux de soins et de gaz médicaux. Il est donc assujéti à la réglementation du type U (établissement de soins).

L'établissement dispose des niveaux et locaux suivants :

Les ailes A, B et F - service AMBRES et UHR

Les ailes C, D et E - service SAPHIR

Rez-de-jardin :

- Aile A : service mortuaire, lingerie
- Aile B : locaux techniques, atelier et stockage
- Partie centrale : locaux du personnel, bagagerie, locaux techniques.
- Galeries techniques

Rez-de-chaussée :

- **Partie centrale :** hall d'accueil formant petit atrium, boutique, coiffeur, kinésithérapie, local sécurité. Salle polyvalente de 225 m², salle à manger personnel, salle à manger familles, cuisine pédagogique, sanitaires
- **Partie Est :** ailes C, D et E
 - **Aile C :**
Partie hébergement : 14 chambres individuelles, salon, linge propre et sale
Partie centrale : salle à manger, office, salles d'animation, de transmission, de soins et de bains, locaux de stockage, sanitaires, ascenseur, monte-malade et monte-charge
 - **Ailes D et E :**
14 chambres individuelles (chaque aile), **salle « calme » (projet)**, linge propre et sale.
- **Partie Ouest :** ailes A, B et F
 - **Aile B :**
Partie hébergement : 14 chambres individuelles, salon ouvert sur la circulation, linge propre et sale, accueil de jour
Partie centrale : salle à manger, office, cantou, salles de transmission de soins et de bains, locaux de stockage, sanitaires, ascenseur et monte-charge
 - **Ailes A et F :**
14 chambres individuelles (chaque aile), salons ouverts sur les circulations, linge propre et sale
 - **Aile F**
Unité UHR (objet de la demande) :

Extension

RDC : Chambre n°14, locaux linge propre et sale, local stockage, sanitaires, salle des familles, un espace repas, local CTA, salle d'apaisement, salle de thérapie, salle d'activités, bureau du personnel, un office et circulation

Les locaux considérés à risques sont traités par des parois coupe-feu 1H avec porte coupe-feu ½ H et ferme-porte

R+1 : un local détente du personnel et sanitaires (non accessible au public)

Equipements techniques :

Structure SF 1H ; planchers CF 1H ; cloisonnement traditionnel ; châssis vitré entre salle à manger existante et la circulation situé sur le recoupement U10 est CF 1H ; les 4 portes de la salle à manger et de la petite salle d'animation sont à contrôle d'accès avec un degré CF 1H, FP et report de position. En exploitation normale, ces portes sont en position fermées (cf dérogation) ; le dispositif de verrouillage des issues de secours est électromagnétique et situé dans un local réservé exclusivement au personnel (article U21) ; circulation de l'extension désenfumée mécaniquement à l'aide d'un extracteur (5400 m³/h mini) en toiture et 2 amenées d'air en façade ; puissance de l'office <20kW ; détection incendie généralisée étendue à l'extension ; DM installés dans un local uniquement accessible au personnel qui assurent le déverrouillage des issues de secours sans temporisation (surveillance particulière des patients – article U45) ; installations électriques seront conformes aux articles EL ; présence d'un groupe électrogène ; installations d'éclairage seront conformes aux articles EC

Etage 1 :

- **Partie centrale :** atrium avec escalier, bureaux de l'administration, salle de réunions, sanitaires, archives
- **Partie Est :** ailes C, D et E
 - **Aile C :**
Partie hébergement : 14 chambres individuelles, salon, linge propre et sale,
Partie centrale : salle à manger, office, salles d'animation, de transmission, de soins et de bains, locaux de stockage, sanitaires, ascenseur, monte-charge et monte-malade
 - **Ailes D et E :**
14 chambres individuelles (chaque aile), salons ouverts sur les circulations, linge propre et sale
- **Partie ouest :** ailes A, B et F
 - **Aile B :**
Logement du gardien
Partie hébergement : 14 chambres individuelles, salon ouvert sur la circulation, linge propre et sale, accueil de jour.
Partie centrale : salle à manger, office, salles de transmission de soins et de bains, locaux de stockage, sanitaires, ascenseur, monte malade et monte charge

- Alles A et F :
14 chambres individuelles (chaque aile), salons ouverts sur les circulations, linge propre et sale

Etage 2 :

➤ **Partie Est** : alles C, D et E

- Alle C :

Partie hébergement : 14 chambres individuelles, salon, linge propre et sale

Partie centrale : salle à manger, office, salles d'animation, de transmission, de soins et de bains, locaux de stockage, sanitaires, ascenseur, monte-malade et monte-charge

- Alles D et E :

14 chambres individuelles (chaque aile), salons ouverts sur les circulations, linge propre et sale

➤ **Partie Ouest** : alles A, B et F

- Alle B :

Partie hébergement : 14 chambres individuelles, salon ouvert sur la circulation, linge propre et sale, accueil de jour

Partie centrale : salle à manger, office, salles de transmission de soins et de bains, locaux de stockage, sanitaires, ascenseur, monte-malade et monte-charge

- Alles A et F :

14 chambres individuelles (*chaque aile*), salons ouverts sur les circulations, linge propre et sale

NOTA : Un logement inoccupé, situé dans l'alle B du R+1, est accessible à partir de la cage d'escalier à l'air libre par l'intermédiaire d'un sas doté d'une porte à fermeture automatique côté escalier et une porte de logement PF 1/2 h.

Dans les circulations horizontales des zones d'hébergement, des salons ouverts sur la circulation sont aménagés dans des renforcements. Ces aménagements non prévus en type U mais autorisés en type J, ne font pas saillies. Ces dispositions ont été admises par le rapporteur lors des réunions de présentation du projet.

Dispositions relatives au SSI :

Installation d'un SSI de catégorie A et d'un équipement d'alarme du type 1 assurant l'alarme générale sélective. L'équipement central (CMSI) est placé au RDC du bâtiment central (accueil) dans le local sécurité et des reports installés dans les salles transmission des niveaux (1 par aile et par niveau) et à l'accueil dans le pavillon logement Administration. Un agent technique formé SSIAP 1 se trouve en permanence dans l'établissement.

Le système est supervisable depuis le CH de Pontarlier. Toutefois, ce report ne doit pas avoir pour conséquence de diminuer la composition du service de sécurité du Centre Hospitalier.

Fonction évacuation avec :

- Alarme Générale Sélective non temporisée avec buzzers dans les circulations des zones accessibles au public et aux patients
- Alarme générale non temporisée avec diffuseurs sonores dans les locaux non accessibles au public et aux patients (locaux techniques, cuisine...)
- Déverrouillage des Issues de secours asservies à l'alarme et commandes manuelles (boîtiers vert) déportées dans les locaux transmission dans les zones d'hébergement.

I.3. Notice de sécurité

La notice de sécurité jointe au dossier précise les dispositions techniques et architecturales retenues.

II. DISPOSITIONS EXCEPTIONNELLES

<i>Avis de Commission</i>	<i>Mesures validées</i>
27/05/2010	<i>Galeries techniques</i> situées sous les ailes d'hébergement. Celles-ci sont non recoupées et ne disposent pas de dispositifs permettant de mettre en œuvre les appareils de ventilation des services de secours. A ce titre, elles ne devront en aucun cas servir de lieux de stockage ou de dépôt (fiche « SOCOTEC » du 12/06/2008).

Dispositions Exceptionnelles	
Avis de la S/C ERP-IGH du 19/09/2024	
Demande de dérogation	
Date de la demande	7 mai 2024
Observations	Le passage entre deux zones protégées est non réalisé par une porte située dans les circulations. Le maître d'ouvrage souhaite conserver 2 accès sur le local repas du personnel et la petite salle d'animation, situés entre la future UHR et la place centrale sur la limite de la zone U 10, ceci afin de permettre l'accès à ces locaux au personnel non dédié à l'unité UHR et éviter leur passage dans cette unité nécessitant une surveillance particulière.
Dispositions du règlement	U10 : Tous les niveaux comportant des locaux à sommeil doivent être recoupés quelle que soit leur longueur, par une cloison CF de degré 1 heure de façade à façade. Le passage entre deux zones protégées ne peut se faire que par des portes situées sur les circulations.
Mesures compensatoires proposées	Les quatre portes de la salle à manger personnel et de la petite salle d'animation sont à contrôle d'accès avec un degré coupe-feu 1 H, un ferme-porte et un report de position. En exploitation normale, ces portes sont en position fermées. Dans chaque local, lorsqu'une porte est déverrouillée, l'autre reste obligatoirement fermée. Des badges d'accès sont mis à disposition des services de secours dans le local SSI.
Proposition du rapporteur	Les mesures compensatoires proposées par l'exploitant sont de nature à ne pas diminuer le niveau de sécurité de l'établissement. Par conséquent, le rapporteur propose à la sous-commission un avis favorable à cette dérogation.

III. TEXTES DE REFERENCES

- 1) Code de la Construction et de l'Habitation.
- 2) Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public - Arrêté ministériel du 25 juin 1980 portant approbation du règlement de sécurité applicable à l'établissement concerné.
- 3) Arrêté ministériel du 10 décembre 2004 modifié relatif aux établissements recevant du public de **type U**.
- 4) Arrêté ministériel du 23 juin 1978 relatif aux chaufferies.
- 5) Instructions techniques n° 246 et 247 relatives au désenfumage et mécanismes de déclenchements des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage.
- 6) Instruction technique n° 263 relative à la construction et au désenfumage des volumes libres intérieurs dans les Etablissements Recevant du Public

IV. DOCUMENTS CONSULTÉS

- Dossier de permis de construire n° 025 204 24 00006 ;
- notice de sécurité jointe au dossier ;
- plans de l'établissement ;
- engagement du maître d'ouvrage en application de l'article 45 du décret du 8 mars 1995.

V. CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

a) Détermination de l'effectif

Niveau	Exploitation Zone ou local considéré	SURFACE	TYPE D'ACTIVITE	BASE DE CALCUL de l'effectif du public	EFFECTIF		
					PU	PERS	TOT
Rez-de-jardin	Service mortuaire Cuisine, locaux techniques		U	Déclaration	10	15	25
RDC	Hébergement partie ouest (3 x 14 lits)		U	Patients : 1 / lit Visiteurs : 1pers / 2 lits Personnels : 1 pers / 3 lits	42 21	14	77
	Hébergement partie est (3 x 14 lits)		U	Patients : 1 / lit Visiteurs : 1pers / 2 lits Personnels : 1 pers / 3 lits	42 21	14	77
	Accueil jour			Patients : 1 / lit	10	4	14
TOTAL RDC					136	32	168
Etage 1	Hébergement partie ouest (3 x 14 lits)		U	Patients : 1 / lit Visiteurs : 1pers / 2 lits Personnels : 1 pers / 3 lits	42 21	14	77
	Hébergement partie est (3 x 14 lits)		U	Patients : 1 / lit Visiteurs : 1pers / 2 lits Personnels : 1 pers / 3 lits	42 21	14	77
TOTAL Etage 1					126	28	154
Etage 2	Hébergement partie ouest (3 x 14 lits)		U	Patients : 1 / lit Visiteurs : 1pers / 2 lits Personnels : 1 pers / 3 lits	42 21	14	77
	Hébergement partie est (3 x 14 lits)		U	Patients : 1 / lit Visiteurs : 1pers / 2 lits Personnels : 1 pers / 3 lits	42 21	14	77
TOTAL Etage 2					126	28	154
TOTAL					398	103	501

b) Classement

Conformément aux articles R 143.19 du Code de la Construction et de l'Habitation, GN1 et U2 du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de Panique dans les Etablissements Recevant du Public, l'établissement est classé en :

TYPE **U** - 3^{ème} CATEGORIE

c) Application de l'article GN 8 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié par l'arrêté du 24 septembre 2009

En application de l'article GN 8 de l'arrêté du 24 septembre 2009 prenant en compte les principes fondamentaux de conception et l'exploitation d'un établissement recevant du public, ces bâtiments se doivent d'intégrer les difficultés rencontrées lors de l'évacuation des personnes présentant un handicap.

VI. DEGAGEMENTS

Niveau	Zone ou local	Effectif	CALCUL DES DEGAGEMENTS			
			REGLEMENTAIRES		EXISTANTS	
			Nombre de sorties	Nombre d'unités de passage	Nombre de sorties	Nombre d'unités de passage
R+2	Aile Est	77	2	4	4	4
	Aile Ouest	77	2	4	4	4
R+1	Aile Est	77	2	4	4	4
	Aile Ouest	77	2	4	4	4
	Ensemble	308	2	5	8	16
RDC	Aile Est	77	2	4	4	8
	Aile Ouest	91	2	4	6	10
	Salle polyvalente	225*	2	4	2	4
R. jardin	Ensemble	25	2	2	2	3
	Ensemble	501	3	6	11	21

*Pas de cumul d'effectif

Au R+2, les ailes ne communiquent pas entre elles.

L'escalier de l'atrium n'est pas comptabilisé (supplémentaire).

Au RDC, seules les sorties communes donnant sur l'extérieur sont prises en compte dans le tableau.

VII. PRECONISATIONS EN VUE D'AMELIORER LES CONDITIONS DE SECURITE

Article R 143.41 du Code de la Construction et de l'Habitation

Ces établissements doivent faire l'objet, dans les conditions fixées au règlement de sécurité, de visites périodiques de contrôle et de visites inopinées effectuées par la commission de sécurité compétente.

Ces visites ont pour but notamment :

- de vérifier si les prescriptions du présent chapitre ou les arrêtés du représentant de l'Etat dans le département ou du maire pris en vue de son application sont observés et, notamment, si tous les appareils de secours contre l'incendie ainsi que les appareils d'éclairage de sécurité fonctionnent normalement ;
- de s'assurer que les vérifications prévues à l'article R. 143-34 ont été effectuées ;
- de suggérer les améliorations ou modifications qu'il y a lieu d'apporter aux dispositions et à l'aménagement desdits établissements dans le cadre de la présente réglementation ;
- d'étudier dans chaque cas d'espèce les mesures d'adaptation qu'il y a lieu d'apporter éventuellement aux établissements existants.

Préconisation en vue d'améliorer les conditions de sécurité

TEXTE DE REF.	ARTICLE DE REF.	N°	PRECONISATION
			Sans objet

VIII. PRESCRIPTIONS DE SECURITE

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes (article R 143.3 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (article R 143.34 du Code de la Construction et de l'Habitation)

1) Prescription ancienne

TEXTE DE REF.	ARTICLE DE REF.	N°	PRESCRIPTION
3	J 39	1	Renforcer la formation du personnel. Ceux-ci doivent être mis en garde contre les dangers que présente un incendie et être informés des consignes très précises en vue de limiter l'action du feu et d'assurer l'évacuation des résidents. Des exercices pratiques, ayant pour objet d'instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie, doivent avoir lieu au moins une fois par semestre.

2) Prescriptions nouvelles

TEXTES DE REF.	ARTICLES DE REF.	N°	PRESCRIPTIONS
1	R 143.10 R 143.22	2	Tous les appareillages et installations techniques devront présenter des garanties de sécurité et de bon fonctionnement et être conformes aux normes. Réaliser les travaux en respectant les indications édictées dans la notice de sécurité complétées par les prescriptions suivantes.
1 2	R 123.34 GE 7	3	Désigner un organisme agréé chargé de procéder aux contrôles et vérifications prévus aux articles en référence et l'article 46 du décret du 8 mars 1995. Transmettre le RVRAT à la Commission de sécurité.
2	CO 45	4	Les vantaux des portes d'issue de secours devront pouvoir s'ouvrir dans le sens d'évacuation, par la manœuvre d'un seul dispositif par vantail.
2	CH 2	5	Réaliser les installations de chauffage conformément aux normes, spécifications techniques et documents techniques unifiés.
2	MS 47	6	Des consignes précises conformes aux normes NFS 60-303, constamment mises à jour affichées sur supports fixes et inaltérables doivent indiquer : - les modalités d'alerte des sapeurs-pompiers ; - les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ; - la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ; - l'accueil et le guidage des sapeurs-pompiers.
2	MS 41	7	Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, sera apposé à chaque entrée de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Il représentera, au minimum, le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement. Doivent y figurer, suivant les normes NFS 60-303, outre les dégagements et les cloisonnements principaux, l'emplacement : • des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ; • des dispositifs et commandes de sécurité ; • des organes de coupure fluides ; • des organes de coupure des sources d'énergie ; • des moyens d'extinction fixes et d'alarme.
2	GN 13	8	La réalisation des travaux ne devra pas créer un danger quelconque pour le public, ni apporter une gêne à son évacuation.

3) Prescriptions permanentes

TEXTES DE REF.	ARTICLES DE REF.	N°	PRESCRIPTIONS
3	U 41	9	Le chef d'établissement doit annexer au registre de sécurité un schéma d'organisation de la sécurité en cas d'incendie. Il devra, plus particulièrement, préciser les obligations définies à l'article U 47 ainsi que l'action du service de sécurité incendie prévu à l'article U 43, lors du déclenchement de l'alarme et de la confirmation d'un sinistre. Ce document est préparé par le chef de service de sécurité incendie, prévu à l'article MS 46 (§ 2), ou soumis à son avis lorsque son existence est imposée par les dispositions du présent chapitre. Il doit être tenu à jour.
3	U 47	10	Tout le personnel de l'établissement doit être mis en garde contre les dangers que présente un incendie dans un hôpital, être formé à l'exécution de consignes très précises en vue de limiter l'action du feu et d'assurer le transfert horizontal ou l'évacuation et doivent être entraînés à la manœuvre des moyens d'extinction. Des exercices d'évacuation simulée doivent être organisés périodiquement afin de maintenir le niveau de connaissance du personnel conformément à l'article U 41.

TEXTES DE REF.	ARTICLES DE REF.	N°	PRESCRIPTIONS
1	R 143.44	11	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité et, en particulier : - l'état du personnel chargé du service incendie - les diverses consignes, générales et particulières, établies en cas d'incendie - les dates des divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu - les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et, s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux
1	R 143.13	12	Les salons aménagés dans les renforcements des circulations ne devront pas faire saillie et ne pas comporter d'appareils fonctionnant au gaz ou d'appareils électriques d'une puissance de 3,5 kW.
1 2	R 143.34 GE 6 à 8 GE 9	13	En cours d'exploitation, l'exploitant devra faire procéder annuellement aux vérifications et contrôles techniques des installations suivantes : Par un organisme ou une personne agréée - SSI de catégorie A - <i>tous les 3 ans</i> MS 73 - Ascenseurs - <i>tous les 5 ans</i> AS 9 - Désenfumage mécanique - <i>tous les 3 ans</i> DF 10 Par une entreprise ou technicien qualifié <u>Dans le cadre d'un contrat d'entretien</u> - SSI de catégorie A MS 73 - Désenfumage mécanique DF 10 - Portes coulissantes motorisées CO 48 <u>Sans obligation de contrat</u> - Installations électriques EL 19 - Eclairage de sécurité EC 15 - Désenfumage naturel DF 10 - Installations de cuisson, hottes et gaines de ventilation de cuisine GC 22 - Chauffage et ventilation CH 58 - Installations gaz GZ 30 - Moyens de secours MS 73 Tenir à la disposition de la Commission de sécurité les rapports de vérifications des installations techniques

IX. CONCLUSION

Le rapporteur propose à la Commission :

- 1) D'émettre un **avis favorable** à la délivrance du permis de construire et à la demande de dérogation
- 2) De demander que soient exécutées, lors de la réalisation du projet, les prescriptions de sécurité émises dans le présent rapport.
- 3) De demander que le Maire soit prévenu dès l'achèvement des travaux afin qu'une visite de réception soit effectuée par la Commission de sécurité en vue de la délivrance de l'autorisation d'ouverture.

Cette visite ne pourra être effectuée qu'en possession des documents visés aux articles 46 et 47 du décret 95-260 du 8 mars 1995 et devra être demandée par le Maire, au moins un mois avant la date d'ouverture envisagée.

- 4) De demander que le Maire notifie sa décision au demandeur selon les formes prévues aux articles L122-3 et R122-20 du Code de la Construction et de l'Habitation.

NOTA BENE : Tout changement d'activité et tout projet d'extension impliquant une augmentation d'effectif peuvent entraîner un nouveau classement de l'établissement et faire l'objet d'une demande d'autorisation.

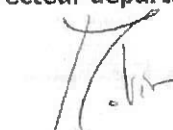
Les dispositions contenues dans le présent avis n'ont de valeur réglementaire que revêtues de l'approbation de la sous-commission ERP-IGH du Doubs.

Le rapporteur,



Lieutenant Damien MARION

Le directeur départemental adjoint,



Colonel hors classe Jean-Luc POTIER



**PRÉFET
DU DOUBS**

Liberté
Égalité
Fraternité

DÉCLARATION D'OUVERTURE DE CHANTIER



N° 13407*01

Vous devez utiliser ce formulaire pour :	Cadre réservé à la mairie du lieu du projet
Déclarer que vous avez commencé les travaux ou aménagements autorisés	La présente déclaration a été reçue à la mairie le : / / (cachet de la mairie et signature du receveur)

1- Désignation du permis

Permis de construire ⇒ N° PC 025 204 24 00006

2- Identité du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)

Vous êtes une personne morale

Dénomination : ...Raison sociale : Centre Hospitalier Intercommunal Haute-Comté

N°SIRET: catégorie juridique : 7364

Représentant de la personne morale : Madame

NOM et prénom : MECHOUD Alexandra

3- Coordonnées du déclarant (Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation. Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du (ou des) co-titulaire(s) de l'autorisation)

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit : Localité :

Code postal : BP : CEDEX :

Si le demandeur habite à l'étranger/ Pays : Division territoriale :

J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante :@.....

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique, ou, à défaut, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

4. Ouverture de chantier

Je déclare le chantier ouvert depuis le / /

☐ Pour la totalité des travaux

☐ Pour une tranche des travaux

Si l'ouverture du chantier ne concerne qu'une partie de l'aménagement ou une partie seulement des constructions, veuillez préciser quels sont les aménagements ou constructions commencés :

L'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries ? ☐ oui ☐ non

Surface hors œuvre nette créée (en m²) :

Nombre de logements commencés :

dont individuels :

dont collectifs :

Répartition du nombre total de logements terminés par type de financement

• Logement Locatif Social :

• Accession Aidée (hors prêt à taux zéro) :

• Prêt à taux zéro :

• Autres financements :

Je certifie exactes les informations ci-dessus

Signature du (ou des) déclarant(s)

A.....

.....

Le :

Votre déclaration établie en trois exemplaires devra être déposée à la mairie du lieu du projet

Informations : Outre qu'il comporte des risques liés à un accident ou une malfaçon toujours possible, le recours à un travailleur non déclaré est passible des sanctions prévues par les articles L. 362-3 et R. 362-3 du Code du travail. Au moment de l'ouverture du chantier, le bénéficiaire doit être en possession de la preuve qu'il a souscrit une assurance dommage-ouvrages : à défaut, il encourt des sanctions pénales, sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille. Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du Code général des impôts).

Si vous êtes un particulier : La loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre ☐

Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux

Vous devez utiliser ce formulaire pour :	Cadre réservé à la mairie du lieu du projet
<ul style="list-style-type: none"> • Déclarer l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement • Déclarer que les travaux de construction ou d'aménagement sont conformes à l'autorisation et respectent les règles générales de construction • Déclarer que le changement de destination ou la division de terrain a été effectué et est conforme au permis ou à la déclaration préalable 	<p>La présente déclaration a été reçue à la mairie</p> <div style="text-align: right;">le : _____ (cachet de la mairie et signature du receveur)</div>

1- Désignation de l'autorisation

Permis de construire ⇒ N° PC 025 204 24 00006

2- Identité du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)

Vous êtes une personne morale

Dénomination : Raison sociale : Centre Hospitalier Intercommunal Haute-Comté

N°SIRET: Catégorie juridique : 7364

Représentant de la personne morale : Madame

NOM et prénom : MECHOUD Alexandra

3- Coordonnées du déclarant (Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation ou du déclarant. Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du déclarant ou du titulaire du permis.

Adresse : Numéro : **Voie :**

Lieu-dit : Localité :

Code postal : _____ BP : _____ CEDEX : _____

Si le demandeur habite à l'étranger/ Pays : Division territoriale :

J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante :@.....

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique, ou, à défaut, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

4- Achèvement des travaux

Chantier achevé depuis le

Ensemble des divisions effectué le :

Changement de destination effectué le :

☐ Pour la totalité des travaux

☐ Pour une tranche des travaux

Veuillez préciser quels sont les aménagements ou constructions achevés :

L'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries ? ☐ Oui ☐ Non

Surface hors œuvre nette créée (en m²) :

Nombre de logements terminés : dont individuels : dont collectifs :

Répartition du nombre total de logements terminés par type de financement

• Logement Locatif Social :

• Accession Aidée (hors prêt à taux zéro) :

• Prêt à taux zéro :

• Autres financements :

J'atteste que les travaux sont achevés et qu'ils sont conformes à l'autorisation (permis ou non opposition à la déclaration préalable)¹

A.....

Le :

Signature du (ou des) déclarant(s)

A.....

Le :

Signature de l'architecte (ou de l'agréé en architecture) s'il a dirigé les travaux

Pièces à joindre :

- AT1 : l'attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables mentionnées à l'art. R.111-19-15 du code de la construction et de l'habitation ;
- AT2 : dans les cas prévus par les 4° et 5° de l'article R.111-38 du code de la construction et de l'habitation, la déclaration d'achèvement est accompagnée du document prévu à l'article L. 112-19 de ce code, établi par un contrôleur technique mentionné à l'article L. 111-23 de ce code, attestant que le maître d'ouvrage a tenu compte de ses avis sur le respect des règles de construction parasismiques et para-cycloniques prévues par l'article L. 563-1 du code de l'environnement
- AT3 : L'attestation de prise en compte de la réglementation thermique prévue par l'article R.111-20-3 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.462-4-1 du code de l'urbanisme].
- AT4 : L'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique prévue par l'article R.111-4-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.462-4-3 du code de l'urbanisme].

La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux est adressée :

- soit par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal au maire de la commune
- soit déposée contre décharge à la mairie

A compter de la réception en mairie de la déclaration, l'administration dispose d'un délai de **trois mois** pour contester la conformité des travaux au permis ou à la déclaration préalable. Ce délai est porté à **cinq mois** si votre projet entre dans l'un des cas prévu à l'article R. 462-7 du code de l'urbanisme².

Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc.) au centre des impôts ou au centre des impôts foncier (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination et le cas échéant de sous-destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du Code général des impôts).

Si vous êtes un particulier : La loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre ⑤

¹ La déclaration doit être signée par le bénéficiaire de l'autorisation ou par l'architecte ou l'agréé en architecture, dans le cas où ils ont dirigé les travaux.

² Travaux concernant un immeuble inscrit au titre des monuments historiques ; travaux situés dans un secteur sauvegardé, dans un site inscrit ou classé au titre du code de l'environnement, travaux concernant un immeuble de grande hauteur ou recevant du public ; travaux situés dans le cœur d'un parc national ou dans un espace ayant vocation à être classés dans le cœur d'un futur parc national ; travaux situés dans un secteur couvert par un plan de prévention des risques.